tion, que ce corps puissant, décréta sa propre dissolution. Dans toute l'ardeur du triomphe, dans la plénitude de leur influence politique, disposant d'un fonds de 5 000 000 de francs, avec une organisation si complexe et en même temps si complète qu'elle avait fait d'eux un pouvoir dans l'Etat, trompant par leur modération les prédictions de leurs ennemis et justifiant leurs propres déclarations, sans chercher les éloges ni quêter les applaudissements, ces hommes honnêtes abdiquèrent tranquillement les fonctions qu'ils s'étaient imposées et abandonnèrent volontairement la haute position qu'ils avaient gagnée par huit années de travail incessant et de grands sacrifices personnels.

Les deux années suivantes, 1847 et 1848, furent si exclusivement consacrées aux mesures nécessitées par la famine d'Irlande que la législature ne put trouver le temps d'achever le système libre échangiste. L'étendue de cette affreuse calamité fut sans précédent; les efforts pour la combattre furent également sans rivaux. Plus de 175 000 000 de francs furent avancés par le gouvernement pour parer à cette nécessité. Les souscriptions privées se monterent à 16 700 000 francs, et la distribution des fonds fut effectuée par des milliers d'employés et de volontaires. On trouva bientôt que le paiement en argent prêtait à de grands abus, et que les rations de nourriture toute préparée formaient le moyen le plus sûr et le plus efficace d'administrer les secours. Nous terminerons ce que nous avons à dire sur ce triste sujet par une citation de la *Revue d'Edimbourg* de cette époque: " Cette entreprise (les secours organisés) fut vraiment le plus grand effort qu'on ait jamais fait pour combattre la famine dans un pays entier. Des armées organisées, se montant à quelques centaines de mille hommes, ont été autrefois rationnées; mais l'histoire, ancienne ou moderne, ne peut rien mettre en regard de ce fait, que plus de trois millions de personnes ont été nourries chaque jour, dans leur propre voisinage, grâce à des arrangements administratifs arrêtés et contrôlés par un comité central unique."

Deux jours après l'ouverture du Parlement en janvier 1847, lord John Russell parla de la nécessité, dans ces circonstances, d'assurer l'approvisionnement rapide et à bon marché des subsistances, et demanda l'autorisation de présenter des bills pour suspendre l'action de l'acte sur l'importation des céréales et des lois sur la navigation jusqu'au 1er septembre de l'année courante. Cette motion fut appuyée par M. Bankes, l'un des plus ardens protectionnistes, qui fit remarquer que la suspension et l'abolition sont choses fort distinctes, et que, tandis que son parti était absolument opposé à la dernière, la première, en tant que mesure temporaire destinée à faire face à des événements temporaires, avait tout leur appui. La motion passa sans opposition. Outre cela, le seul pas fait pendant cette session, dans le sens de la réforme commerciale, fut une proposition de M. Ricardo, le 9 février 1847, pour la nomination d'une commission spéciale qui examinerait l'opération des lois sur la navigation. Cette proposition fut combattue par les protectionnistes, mais elle fut appuyée à la fois par lord John Russell et

sir Robert Peel, et passa à une grande majorité. Comme d'ordinaire, l'enquête révéla les erreurs et les défauts du système restrictif; mais, ce qui est moins ordinaire, elle eut pour résultat une réforme complète. Cette réforme fut réalisée par un bill présenté par M. Labouchère pendant la session de 1848. Cependant, quoique le principe fût reconnu, l'attention de la Chambre était tellement absorbée par les affaires irlandaises que le bill resta en suspens jusqu'à l'année suivante.

(A continuer)

—:o:o:—

LA SITUATION

AU CANADA

D'après le bulletin R. G. Dunn & Co., les affaires ne s'améliorent guère à Montréal, ainsi qu'à Toronto, où l'on se plaint du grand nombre de fonds de banqueroute sur le marché.

Bradstreets rapporte qu'à Toronto les marchands de gros constatent meilleure demande pour marchandises d'hiver; les rentrées de fonds restent pénibles, mais les faillites sont moins nombreuses. A Montréal, jusqu'ici le manque de neige empêchait les cultivateurs d'apporter leurs produits, mais on espère un changement pour le mieux. A Halifax, les affaires restent sans mouvement. Les 57 faillites de la semaine passée sont 2 de moins que la semaine précédente, 5 de plus que l'an dernier, 19 de plus qu'en 1895, et 9 de plus qu'en 1894 et 1893 pour la semaine correspondante.

Dunn's Review rapporte 65 faillites au Canada pour la semaine dernière.

Bradstreets rapporte 2,204 faillites au Canada en 1896, dont la plupart attribuées au manque de capital. L'incompétence vient ensuite comme cause, puis la crise commerciale. Le nombre de faillites causées par incompétence a augmenté, il y en a eu moins que d'habitude attribuables à la dépression des affaires.

Le dernier semestre du commerce canadien a été très encourageant. L'exportation a atteint \$80,908,504, soit augmentation de \$7,681,000. L'importation a augmenté de \$1,004,381. Seulement le revenu des douanes a diminué de \$313,136. Le surplus d'exportation porte sur produits de mines, des pêcheries, des forêts et produits agricoles. L'exportation du bétail a diminué.

—:o:o:—

PERSONNEL

La maison Z. Paquet a récemment retenu les services de M. Alfred Fortier, ci-devant teneur de livres chez Drolet & Lussonde, marchands de gros, de Trois Rivières, pour diriger la comptabilité des affaires de détail.

M. G. A. Vandry a pris un nouvel engagement avec la même maison comme premier comptable du bureau de gros.

M. L. A. Vallée, directeur des chemins de fer, a ces jours derniers fait l'inspection de 2½ miles du chemin de fer Massawippi à Stanstead, opéré par le Boston & Maine.

M. Jules Gauvin est sorti de la société Robitaille, Frères & Cie, pour entrer en société avec M. W. R. Michaud, rue St-Joseph.

POITRAS & Cie.
COURTIERS
.....ET.....
MARCHANDS A COMMISSION

STOCKS de NEW-YORK achetés et vendus sur marge, aussi GRAINS sur le marché de CHICAGO par lots de cinq mille (5000) minots ou plus achetés ou vendus sur MARGE de 2 à 5 centins par minot, notre commission 1/4 de centin par minot y compris achats et vente, aussi LARD par lots de 250 Quarts ou plus, SAINDOUX par lots de 250 Tierces (85,000) lbs. Commission 2 1/2c par 100 lbs. PROMPT IRÈGLEMENT de toutes TRANSACTIONS. Nous pouvons renseigner nos clients sur les prix courants à tout le jour. Pour plus de renseignements écrivez ou venez à nos bureaux.

POITRAS & Cie,

Téléphone No 3,

People's Chambers, 125 Rue St-Pierre, QUÉBEC.

FARINES de toutes qualités en Poehos ou Quarts; aussi FOIN, GRAINS de toutes sortes, vendus par quantité d'au moins UN CHAR, à plus bas prix du marché. Conditions COMPTANT à l'arrivée du char à destination.

EN RECEPTION

M. J. E. GAGNON, Horloger et Opticien, reçoit actuellement un grand choix de Montres en or et en argent, Jagues, Bagues, Alliances, Pendants-d'oreilles, Epinzelottes, grandes Chaines pour Dame, un beau choix de Bijoux pour cadeaux, le plus grand choix d'Horloges qu'il y a à Québec.

SPECIALITE : Grand choix de Lunettes
NOUVEAU STOCK D'ARGENTERIES
POUR LES FETES
DERNIERES NOUVEAUTÉS

En visitant le magasin de

J. E. GAGNON, Horloger et Opticien

233, RUE ST-JOSEPH, ST-ROCH

VOUS SAUVEREZ 30 A 40 POUR CENT

VISITE SOLICITEE.